



Réseau des Défenseurs  
des Droits Humains  
en Afrique Centrale



Cameroon



Togo



Gabon



Chad

NEVER GIVE UP! - N'ABANDONNONS JAMAIS! - ¡NUNCA TE RINDAS!



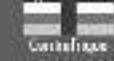
Guinea Equatoriale



Sao Tomé et Príncipe



Mali



Guinée Bissau

# RAPPORT D'ACTIVITE 2022

## REDHAC

## INTRODUCTION

Le présent rapport d'activités 2022 retrace les activités menées par le REDHAC suivant son plan d'action stratégique et les objectifs qu'il s'est assigné.

Ce rapport d'activités s'articule sur 4 grands points ci-dessous qui sont les axes de travail du REDHAC ainsi que sur les ressources diverses, les activités liées au siège, la collaboration avec les acteurs étatiques et non étatiques, les défis et les recommandations

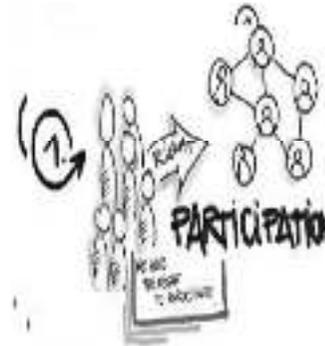


Protection légale et  
sécurité des DDH-legal  
Protection and Security  
Management HRDs



Société civile forte

Renforcement des  
Capacités des  
défenseurs pour leur  
travail efficace. The  
Capacity Building of  
HRDs to work effective



Pleider pour un espace pour  
la société civile-  
documentation - Recherche et  
Communication  
Advocacy for civil society space  
-Resesch & Communications

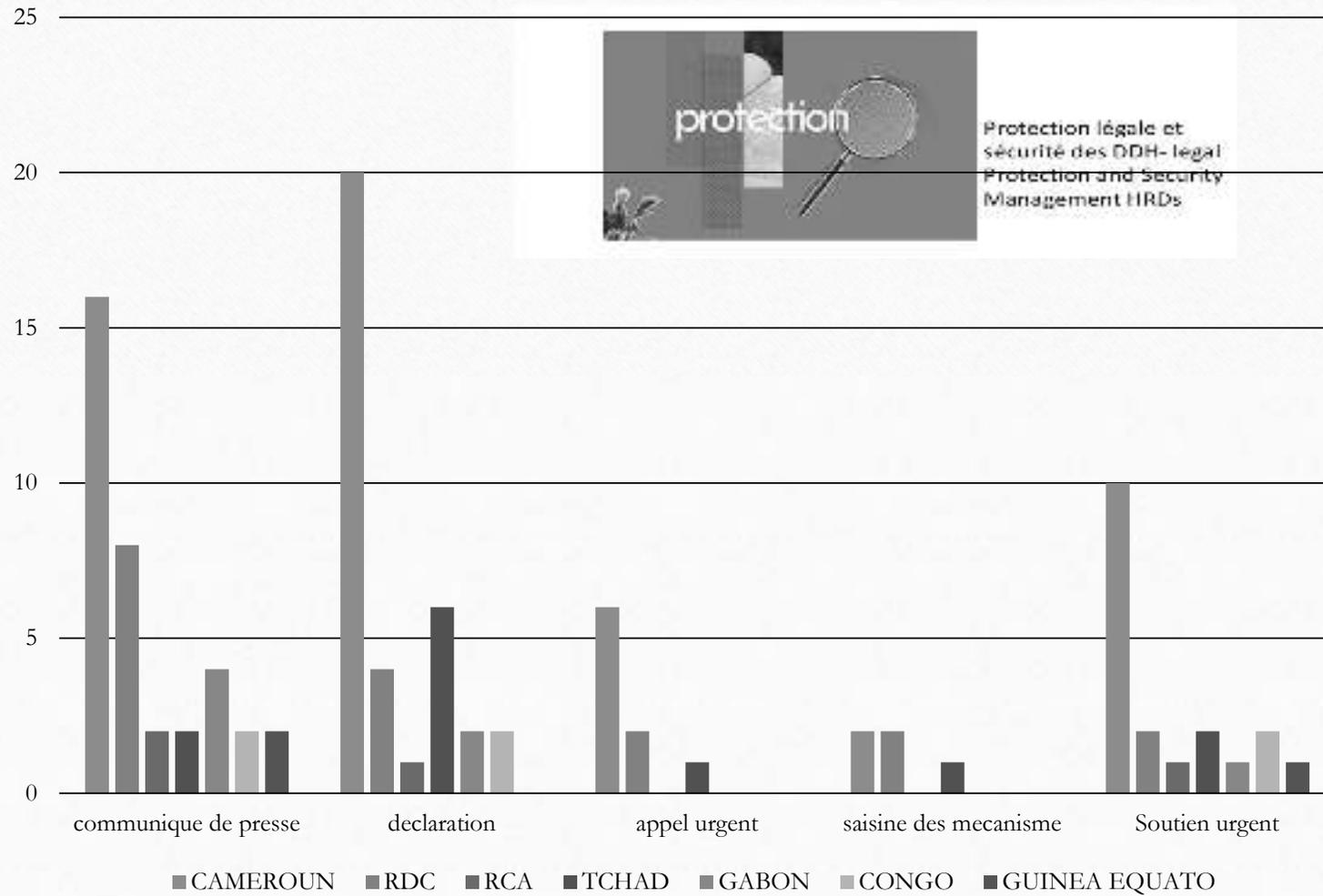


Les Voies de Règlement Des  
Conflits Sociaux

Médiation,  
Prévention- paix et  
réconciliation  
nationale



Protection légale et  
sécurité des DDH- legal  
Protection and Security  
Management HRDs



Quelques DDH Soutenu en 2022



**Fiacre salabre  
, journaliste  
Centrafricain**



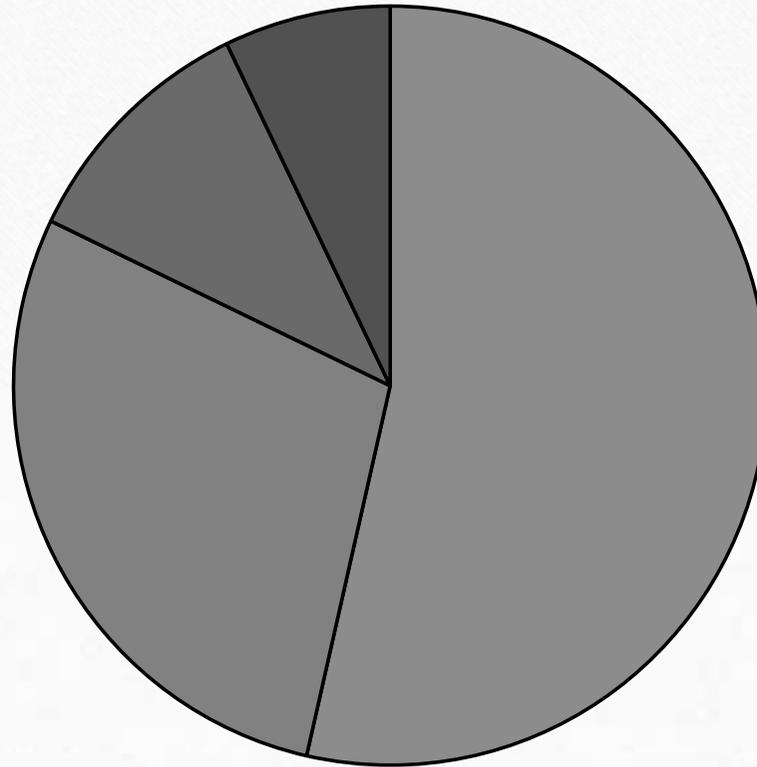
**JEUKAM  
LOIC ALIAS  
SHAKIRO**

CIBLE	Défenseurs des Droits Humains, Femmes Défenseurs des Droits Humains, journalistes, activistes et militants de la démocratie, personnes vulnérables et à risque, PDI
RESULTATS	<p>Dans le souci de les protéger efficacement y compris leurs proches et bureaux, le REDHAC a mis en place les activités multiformes de soutien notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 99 Demandes de soutien des DDH</li> <li>- 19 Soutiens directs</li> <li>- 10 envoyés chez les partenaires</li> <li>- 3 non soutenus</li> <li>- 2 toujours en étude</li> <li>- 2 détectés comme inéligibles</li> </ul>
RECOMMANDATION	Recherche des fonds urgents permanant une assistance efficace et multiformes aux DDH



**Société civile forte**

Renforcement des  
Capacités des  
défenseurs pour leur  
travail efficace. The  
Capacity Building of  
HRDs to work effective



- Formation en protection physique et sécurité numérique
- formation en documentation et reporting de cas de violation
- production de manuel de protection et Etude sur les FDDH
- Publication Rapport et index



## TITRE

Défenseurs des Droits Humains, Femmes Défenseurs des Droits Humains, journalistes, activistes et militants de la démocratie, personnes vulnérables et à risque, PDI

## RÉSULTATS

- 1) Les acteurs communautaires sont aptes à reconnaître les violations des Droits Humains et à les documenter pour un plaidoyer plus efficace ;
- 2) La formation permet d'intensifier la collaboration entre les différents acteurs et contribue à l'émulation d'une dynamique multi acteurs pour la promotion et la protection des Droits Humains et libertés fondamentales ;
- 3) Les acteurs communautaires sont plus à même de faire face aux violations des Droits Humains en zones de conflits ou pendant la période électorale.
- 4) Plus de 10 Séances de formation protection physique, sécurité en ligne et des données en direction Défenseur (e) s des Droits Humains, journalistes et militants de la démocratie.
- 5) Plus de 100 défenseurs ont été doter des outils leurs permettant d'assurer leurs protections physiques, la sécurité de leur données numérique et leur présence en ligne ainsi que seul de leur bureau, collaborateurs et proches.
- 6) plus de 30 défenseurs maîtrisent les techniques de protection concernant la sécurité physique et numérique et sont capables de dispenser la formation reçue à leurs pairs et sont capables de mettre sur pied un plan de sécurité. Ils deviennent ainsi pour leur association la personne en charge de la sécurité à évaluer périodiquement en fonction de l'évaluation des risques.
- 7) - Une vision claire de la situation des défenseurs des Droits Humains vivant et œuvrant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest est faite et des recommandations pertinentes sont faites afin d'apporter des solutions concrètes pour une meilleure prise en compte de leurs besoins spécifiques ;
- 8) - Un outil efficace de protection tenant compte des réalités des Défenseurs des Droits Humains, journalistes, déplacé(e)s internes et défenseurs LGBTQIA est mis à disposition pour accentuer la protection des Défenseur(e)s des Droits Humains.
- 9) produit et traduit en Anglais (200 copies, soit 100 en Français et 100 en Anglais) avec des recommandations destinées à l'Union Africaine, l'Les Nations Unies et les partenaires au développement en Afrique Centrale. Cet index est comme une stratégie de plaidoyer pour lutter contre les restriction de l'espace civique et contre les représailles et les menaces à l'encontre des DDH, activistes, journalistes. C'est un outil pratique

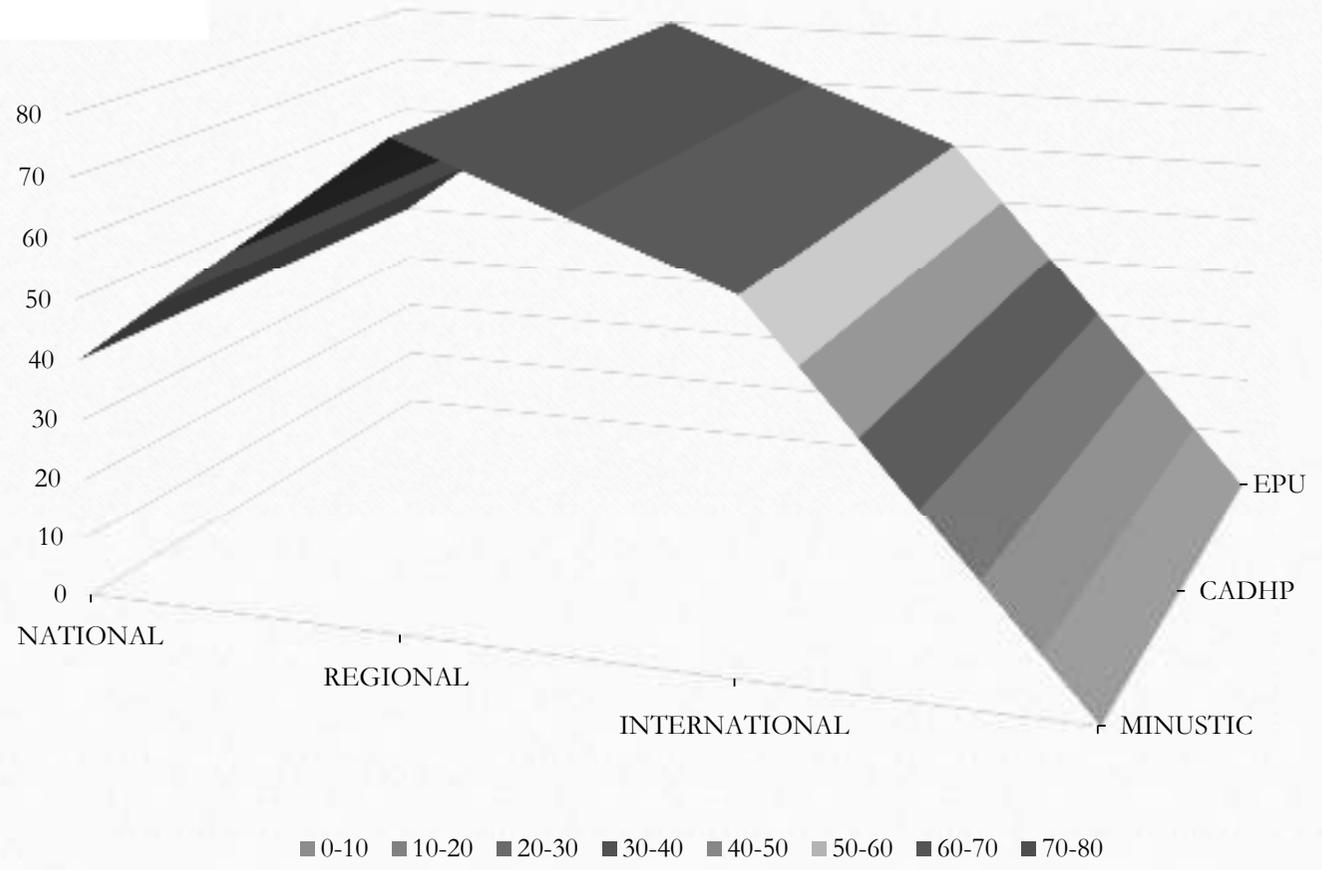
## RECOMMANDATION

Multiplier les formations afin de toucher les communautés et traduire les manuel en langues local haoussa, ffuldéd etc pour une meilleure appropriation



Plaidoyer pour un espace pour  
la société civile -  
documentation - Recherche et  
Communication  
Advocacy for civil society space  
- Research & Communication

## Plaidoyer pour la Reconnaissance du statut des DDH





**CIBLE** Décideurs, Les dépositaires d'enjeux, les acteurs d'influence, institutions étatiques, mécanismes régionaux et onusiens de protection, rapporteurs spéciaux

**RESULTATS**

- Proposition de loi portant promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains en cours d'adoption au Cameroun et en RCA
- Rapport Semestriel sur la situation des Droits Humains et des Défenseurs des Droits Humains dans tous les pays que couvre le REDHAC
- Déclaration publique et recommandations sur la situation de nos pays

recommandations et résolution adopté lors de la 71 et 72 session en 2022

- Résolution sur la situation des violations persistantes des droits de l'homme dans la République du Cameroun ; et
- Résolution sur la prolongation de la période de préparation d'une étude sur le recours à la force par les responsables de l'application des lois en Afrique.
- Résolution sur la réalisation d'une étude sur l'impact du COVID-19 sur les peuples/communautés autochtones en Afrique ;

- Rapport périodique et parallèle a L'EPU
- Atelier de reflexion avec les Femmes parlementaire en RCA soutenue Programme du PNUD Sur le projet Loi initié et contextualisé par le REDHAC et ses membres portant Promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains en RCA en mai 2022, A ce jour les femmes parlementaire ont introduit le projet de loi au parlement
- rencontre avec une délégation du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) est au Cameroun en septembre 2022. La mission est composée de Mme Aissata Athie et de M. Mohamed Hassani, tous deux responsables des affaires politiques au sein de l'Unité de recherche et d'analyse pour échanger sur les questions liées à la paix et à la sécurité au Cameroun.
- Collaboration avec Mireille Kamitatu, Conseillère Paix & Développement au Bureau des Nations Unies au Cameroun et Louis-Marie BOUAKA, Représentant Régional et Directeur
- Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) sur la rédaction du memorandum proposé par le REDHAC pour la Mise en Place d'Une Commission Justice, Verité et Reconciliation
- Reunion avec M. Alasanne Ba, Représentant Résident du PNUD au Cameroun au seige du REDHAC en fevrier 2022 pour discuter de la situation des Droits Humain dans le NOSO et les piste de collaboration

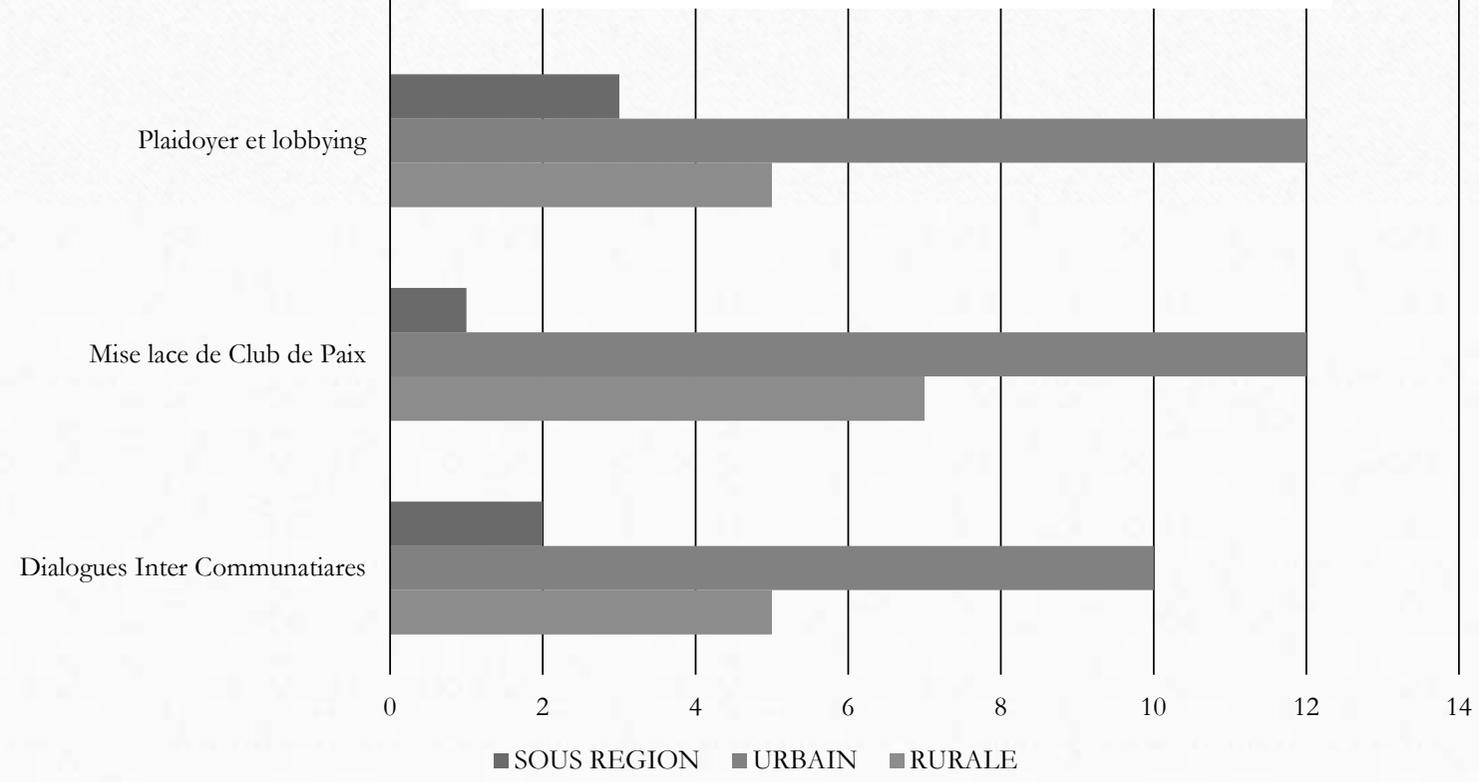
**RECOMMANDATION**

Les mécanismes de protection régionaux et internationaux doivent faire pression aux état et voir appliquer des sanctions pour ceux qui ne mettent pas en œuvre

2. Le lobbying continuel de la part du REDHAC auprès des autorités

Lex Voies de Règlement Des  
Conflits Sociaux

Médiation,  
Prévention paix et  
réconciliation  
nationale





Dialogue Intercommunautaires



Suivi des Clubs de Paix



Autonomisation de la jeune fille

CIBLE	Femmes et jeunes , communautés, personnes déplacés internes, autorité religieuse, administrative, traditionnel
RESULTATS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• plus de 500 acteurs parmi lesquels plus de 300 jeunes filles et femmes, près de 50 autorités religieuses et traditionnelles.</li> <li>• 170 jeunes filles et femmes venant des zones rurales et urbaines, scolarisées et non scolarisées ; les déplacées internes jeunes filles et femmes, les personnes en situation de handicap ...) et 85 autres acteurs augmentent leurs capacités au processus de paix et réconciliation</li> <li>• Autonomisation des jeunes filles et femmes à travers l'animation des activités, la direction des clubs de paix et l'initiation d'activités de formation et des activités génératrices de revenus</li> <li>• Bon accueil de l'initiative et accompagnement dans l'organisation, notamment dans le choix des cibles, l'accompagnement auprès des hommes pour la participation effective des femmes aux activités</li> <li>• Reconnaissance de l'importance et de la nécessité des dialogues intercommunautaires comme contribution à la consolidation de la paix</li> <li>• Organisation de la première consultation sous-régionale de Haut niveau pour la mise en place effective de la CVJR)</li> <li>• Accompagnement psychologique des victimes lors des dialogues intercommunautaires)</li> <li>• Initiatives efficaces pour la consolidation de la paix avec pour résolutions la rédaction d'un mémorandum de plaidoyer pour la paix, définition des différentes étapes pour la mise en place effective au Cameroun de la CVJR</li> </ul>
RECOMMANDATION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• continuer à former des jeunes filles comme médiatrices aux côtés de femmes mentors, dont le rôle sera d'accompagner ces jeunes dans le processus de médiation.</li> <li>• Poursuivre et étendre l'organisation des dialogues intercommunautaires, augmenter le nombre de participants (50 à 100), (de 1 jour à 2 jours) et le nombre de dialogues (11 à 18), y compris au Tchad et en RCA ;</li> <li>• Amplifier les sessions de soutien psychologique pour les victimes de traumatismes, en particulier les femmes déplacées, les jeunes filles et les journalistes, sans aucune discrimination ;</li> <li>• Soutenir de diverses manières les clubs de paix existants en les rendant autonomes à travers l'AVGr) afin qu'ils puissent continuer à assurer la pérennité des cadres de dialogue pour la prévention, la résolution des conflits et la paix au sein de leurs communautés.</li> <li>• Consolider les relations avec les autorités administratives, pour les autorités traditionnelles et religieuses, qui ont fait preuve d'ouverture et en identifier d'autres afin de plaider pour qu'elles adhèrent à l'approche de REDHAC et de ses partenaires.</li> <li>• L'élaboration et l'adoption participative et consensuelle d'un Mémorandum pour le processus de paix et de réconciliation au Cameroun - également en RCA et au Tchad - Groupe de travail :</li> <li>• La tenue d'une consultation inclusive hors du Cameroun entre les femmes défenseurs des droits humains, les femmes leaders traditionnelles, les autres femmes travaillant sur les questions de paix.</li> <li>• organiser des ateliers de formation pour les chefs de secteur, les autres cadres et agents de l'administration publique, de la justice et du parlement, des organisations privées, religieuses, traditionnelles, communautaires et des OSC, sur l'essence de la justice transitionnelle, comme une des stratégies de retour et de consolidation de la paix pour une sortie durable des crises au Cameroun, en RCA et au Tchad afin de considérer le pardon comme une partie de la justice :</li> <li>• développer un plan d'action pour le plaidoyer et le lobbying stratégique pour l'adoption d'un mécanisme de justice transitionnelle au Cameroun, en RCA et au Tchad (Vérité, Justice et Réconciliation).</li> <li>• adopter une approche inclusive par laquelle les autres parties prenantes et acteurs seront amenés à une plateforme commune où les différents points de vue, opinions, idées seront rassemblés dans un document commun, discutant d'une sortie de crise.</li> </ul>



## MISE EN ŒUVRE DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU REDHAC DE 2019

Missions/	ACTIVITES	RESULTATS
<p><b>V1-1. Mise en Place des Coalitions Pays</b></p> <p>Dans 4 des 8 pays en 2022 que couvre le REDHAC (Modifacation de l'article 23 chapitre4 des statuts)</p> <p>Art23-Chap4 ancien : « le conseil consultatif est composé des points focaux qui servent de relai à l'action du Secrétariat Permanent dans chaque pays membre. Les membres du Conseil consultatif sont élus par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration ».</p> <p>Art23-Chap4 nouveau : « Le Conseil Consultatif est constitué des Coalitions qui servent de relai à l'action du Secrétariat permanent dans chaque pays membre</p> <p>A1.1 nouveau « Les membres du Conseil consultatif sont élus par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration »</p> <p>A12 nouveau : « les coalitions sont animées par 3 membres au niveau pays ... »</p>	<p>La mise en place des coalitions au lieu des point focaux a pour objectif de renforcer l'ancrage organisationnel du REDHAC en mettant en place la coalition pays (jeunes, femmes, etc.), véritable relais pour l'opérationnalisation des actions de promotion, protection et plaidoyer pour le respect des libertés fondamentales, des Etats de droits, des institutions démocratiques et de la protection et la sécurité des DDH, journalistes</p>	<p>4 coalitions ont été mise en place à savoir : Gabon, RDC, Guinee Equatoriale et Cameroun</p>  
<p>Missions/partenaires d'appui</p> <p><b>VI-2 Construction du Centre Documentation et de Recherche sur les Droits Humains et les Défenseurs des Droits Humains, un mécanismes d'Alerte Précoce pour la prévention, résolution des conflits, paix et réconciliation nationale conformément à l'adoption au plan d'action du REDHAC lors de sa 3<sup>e</sup> Assemblée Générale Ordinaire tenue le 19 Novembre 2019,.</b></p>	<p>Activités</p> <p>Contact avec WANEP( Mali) et voyage de la Directrice Exécutive pour une visite des bureaux d'alerte précoce.</p> <p>Sous la conduite du PCA, Pr. Rémy NGOY LUMBU et de la supervision des CO-PCA Sénateur P. Flambeau NGAYAP/Me Alice NKOM, 10 volontaires donc 3 de la Diaspora, 4 du Cameroun, 1 de la République Centrafricaine, 1 de la RDC et 1 du Gabon ont tenu 3 réunions et récemment 2 équipes ont été mise en place :</p>	<p>Résultats</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Draft du Dossier Marketing Gabon..</li> <li>- Étude de faisabilité élaborée et prêt à être exploitée.</li> </ul> 

## RESSOURCES DIVERSES

1. Ressources Humaines	1.2. Matériel et sécurité	1.3. Partenaires
<p>6 bénévoles employés</p> <p>nombreu(x)s volontaires et compte plus de 90 membres dans les 8 pays. 4 stagiaires, une été major à l'IRIC</p>	<p>Nos divers(es) partenaires ont doté le REDHAC des imprimantes copieur. chaises, téléviseurs chaises, les tables et Le système de sécurité à point...</p> <p>En 2022 le REDHAC a renforcé son matériel avec l'équipement suivant            Trépieds 2, Tablettes Lenovo 2, Laptop HP intel core , 2 Dictaphone Benjie, 1 Pointeur numérique 1, Lecteur Graveur externe USB 1, Disque dur externe 2 tera 2, Imprimante Brother 1, dictaphone 7, Laptop Hp 1, Téléphone panasonic 3, Radio 1, Micro onde 1, Ordinateur HP couleur blanche et grise 2</p>	<p>En 2022 Le REDHAC a mobilisé pour la mise œuvre de ces activités, l'acquisition du matériel les charges diverses</p> <p><b>Un montant de 230 000 Dollars</b></p> <p><b>A travers les partenaire et projet suivants :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>NED</b> : « L'espace Civique, Les Institutions Democratiques Et Les Droits Humains Dans Le Contexte De Covid-19 Et Apres En Afrique Centrale ».</li> <li>2. <b>GLOBAL AFFAIRS -PSOPS</b>: L'engagement De La Jeune Fille Et De La Femme Pour La Paix Durable Et La Réconciliation National En Afrique Centrale : Notre Responsabilité Collective</li> <li>3. <b>BROT</b> Implication Strategique Des Femmes Et Des Jeunes Pour La Paix Et La Reconciliation Au Cameroun</li> <li>4. <b>ARDF-USA</b> : Effective Physical Protection And Online Security For Youth And Women Hrds, Activists And Journalists In Crisis Zone Cameroon</li> <li>5. <b>HC CANADA -FCII</b> : Dialogues Inter Communautaires Pour La Paix Et La Réconciliation Au Cameroun</li> <li>6. <b>SWISS</b> : Grassroots Dialogues For Peace And Reconciliation</li> <li>7. <b>FRANCE CDCS</b>. Projet Intitulé « Approach Inclusive Des Jeunes Filles Et Femmes Pour Le Renforcement Des Processus De Paix Et Réconciliation Nationale Au Cameroun ».</li> </ol>

## NOS PUBLICATION 2022

Manuel de Sécurité sur Internet et Protection Physique : Mesures pratiques pour les Défenseur (e)s des Droits Humains, journalistes et activistes en Afrique centrale ;

Manuel spécifiques aux filles et femmes intitulé : *Manuel de Protection physique, sécurité des données et en ligne spécifiques aux filles et femmes Défenseurs des Droits Humains* ;

Rapport sur l'observation du processus électoral en RCA et au Congo Brazzaville et documentation des Cas de violation.

Etude sur la situation des défenseurs des droits humains dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en particulier des filles et femmes défenseures, journalistes, déplacé(e)s internes et les défenseurs LGBTQIA

Index des droits de l'homme 2018-2022 sur les "RESTRICTIONS DE L'ESPACE CIVIQUE PAR DES ATTAQUES AUX LIBERTÉS FONDAMENTALES : Menaces, protection et sécurité des défenseurs des droits de l'homme (sous Covid-19)".

Rapport sur "Rapport sur "Les droits de l'homme et la protection des défenseurs des droits de l'homme en Afrique centrale : Chute libre sous les conflits, les crises, les discriminations, les inégalités (2018-2022)".

## RECONNAISSANCE

**2022 RFK Human Rights  
Award  
Washington-USA**



## APPARTENANCE ET COLLABORATION

- Membre du Comité de pilotage du forum des ONGs basé en Gambie conduit par le Centre africain pour la démocratie et les études sur les Droits Humains (CADEDH) qui regroupe plus de 500 organisations de la société civile africaine, internationale, les Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH), les états membres de l'Union Africaine (UA), les représentants des Nations Unies. Le forum se tient chaque semestre en prélude de la session de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) avec pour objectif de pousser l'agenda de promotion et de protection des Droits de l'Homme de la Commission ;
- Membre fondateur et membre du Conseil d'Administration du Réseau panafricain des Défenseurs des Droits Humains basé en Ouganda composés de 5 réseaux de l'Afrique (Ouest, Nord, Est et Corne Afrique, Sud, Centre) ;
- Membre de la Coalition pour une Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples Efficace au Kenya ;
- Membre du comité directeur de Coalition des organisations de la société civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale (COPAC) basé au Gabon ;
- Membre du Groupe de Travail de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) sur la situation des Femmes Défenseurs des Droits de l'Homme (FDDH);
- Membre du Groupe d'étude de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples(CADHP) sur la Liberté d'Association et de Réunion Pacifique ;
- Membre de la Plate-forme de Relocalisation Temporaire des Défenseurs en danger mis en place par la Commission de l'Union Européenne appelée **Protect Defenders EU basé à Brussel** ;
- Membre du **“ World Movement for Democracy”** dont le siège est à Washington;
- Membre du Comité Directeur de **“AfricanDemocracy Forum”** dont le siège est au Rwanda;
- Membre du Groupe Canadien DRACENA pour la paix au Cameroun basé au Canada
- Pionnière de la lutte contre toute discrimination basée sur l'orientation sexuelle au Cameroun et en Afrique Centrale depuis 2007.
- Membre du Comité Directeur de La Coalition des Organisations de la société civile pour la Paix et Prévention des conflits en Afrique Centrale (COPAC)
- Collaboration avec Robert F .KENNEDY apres le prix de Droits de l'Homme reçu par la Directrice Executive
- Collaboration avec le Centre for Civil and Political Rights (CCPR) via son Directeur **Patrick Mutzenberg**
- Statut d'observateur N° 424 aupres de la Commission Africaine des Droits de l'homme et des Peuples (CADHP)